

DISPOSITIF

Aide de crise 2025

Dispositif exceptionnel de soutien à la trésorerie des exploitations agricoles

Guide à destination des utilisateurs de la Plateforme d'Acquisition de Données (PAD)

PROPRIETES DU DOCUMENT

Responsable	Unité Gestion de Crises agricoles
--------------------	-----------------------------------

CLASSIFICATION DU DOCUMENT (SENSIBILITE / DIFFUSION)

Public	Interne	Restreint	Confidentiel
<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

DIFFUSION DU DOCUMENT

Destinataires	Date
Tout public	20/01/2025

TABLE DES VERSIONS

Version	Date	Auteur	Objet de la mise à jour
V 1	20/01/2025	UGCA	Mise en place du document

Décision INTV GECRI 2024-90

Pour toutes questions, merci de lire attentivement la procédure et la foire aux questions (FAQ) en fin de document avant de contacter FranceAgriMer

I. RAPPEL DU DISPOSITIF	4
Modalité de dépôt	4
1. Période de dépôt	4
2. Modalités de dépôt	4
II. PROCEDURE DE DEPOT DE LA DEMANDE D'AIDE.....	4
A. Constitution de la demande de versement de l'aide.....	4
B. Saisie pas à pas.....	5
a. Page d'accueil.....	5
b. Vérification des informations de l'entreprise.....	7
c. Coordonnées du déposant.....	7
d. Formulaire de demande.....	9
e. Téléchargement des pièces justificatives.....	22
f. Dépôt de la demande	26
g. Accusé de dépôt.....	28
III. Instruction de votre dossier	30
IV. Foire aux questions PAD téléservice.....	30
V. Contact.....	33

Les dates de dépôt sont dans la décision et précisées sur le site internet.

<https://www.franceagrimer.fr/Accompagner/Dispositifs-par-filiere/Aides-de-crise>

Vous trouverez à cette adresse tous les documents relatifs au dossier.

En ce qui concerne les conditions d'éligibilité et de la détermination du montant de l'aide, il convient de se référer à la décision FranceAgriMer INTV-GECRI-2024-90 du 31 décembre 2024.

La demande d'aide est dématérialisée en ligne sur la Plateforme d'Acquisition de Données (PAD) de FranceAgriMer. Les dossiers doivent être validés par le demandeur sur PAD pour être recevables, c'est-à-dire être passés au statut « déposé » et avoir fait l'objet d'un accusé de dépôt envoyé par courriel (cf. point 5.2 de la décision INTV-GECRI-2024-90). Les dossiers initialisés à la date susmentionnée ne sont pas recevables et ne sont pas instruits.

L'accès au formulaire n'est possible qu'au moyen d'un SIRET valide.

Il ne peut être pris en compte qu'une seule demande par SIREN, tous SIRET confondus

Dans le cas où le demandeur constate avant la date limite de dépôt définie au point 5.2 de la décision, une erreur lors du dépôt de sa demande d'aide, il est invité à contacter FranceAgriMer à l'adresse suivante : gecri@franceagrimer.fr afin que son dossier lui soit remis à disposition.

Un accusé de dépôt de la demande d'aide est envoyé automatiquement par courriel à chaque demandeur, après validation du dossier par le demandeur, lorsque le dossier passe au statut « déposé ».

Les pièces obligatoires doivent impérativement être déposées sur la Plateforme d'Acquisition des Données (PAD) pour que le dossier puisse être recevable.

I. RAPPEL DU DISPOSITIF

En ce qui concerne les conditions d'éligibilité et de la détermination du montant de l'aide, il convient de se référer à la décision FranceAgriMer INTV-GECRI-2024-90, ainsi qu'à la « calcullette PRETEA ».

Modalité de dépôt

1. Période de dépôt

Du 11 février 2025 14h au 30 mai 2025 à 14h.

Aucune dérogation n'est accordée.

Les dossiers doivent être validés par le demandeur sur PAD pour être recevables, c'est-à-dire être passés au statut « déposé » et avoir fait l'objet d'un accusé de dépôt envoyé par courriel (cf. point 3.1 de la décision INTV-GECRI-2024-90). Les dossiers initialisés à la date susmentionnée ne sont pas recevables et ne sont pas instruits.

2. Modalités de dépôt.

La demande d'aide est dématérialisée en ligne sur la Plateforme d'Acquisition de Données (PAD) de FranceAgriMer.

L'accès au formulaire n'est possible qu'au moyen d'un SIRET valide.

Les informations (procédure de dépôt, lien, dates...) sont mises à disposition en ligne sur le site internet de FranceAgriMer :

[Prêts de REconstitution de Trésorerie des Exploitations Agricoles \(PRETEA\) | FranceAgriMer - établissement national des produits de l'agriculture et de la mer](#)

Il ne peut être pris en compte qu'une seule demande par SIREN.

Dans le cas où le demandeur constate avant la date limite de dépôt définie au point 2.2 de la présente décision, une erreur lors du dépôt de sa demande d'aide, il est invité à contacter FranceAgriMer à l'adresse suivante : gecri@franceagrimer.fr afin que son dossier lui soit remis à disposition.

Un accusé de dépôt de la demande d'aide est envoyé automatiquement par courriel à chaque demandeur, après validation du dossier par le demandeur, lorsque le dossier passe au statut « déposé ».

Les pièces obligatoires doivent impérativement être déposées sur la Plateforme d'Acquisition des Données (PAD) pour que le dossier puisse être recevable.

II. PROCEDURE DE DEPOT DE LA DEMANDE D'AIDE

A. Constitution de la demande de versement de l'aide

La demande du bénéficiaire est constituée du formulaire en ligne complété comprenant les données déclaratives et les engagements du demandeur et devra être accompagnée des pièces listées au point 5.3 de la décision INTV-GECRI-2024-90.

Attention, seuls les dossiers complets peuvent être déposés et seuls les dossiers validés sont admissibles.

B. Saisie pas à pas

INFORMATION : tous les champs marqués d'une étoile rouge * sont des champs obligatoires à la saisie. Vous ne pourrez pas passer aux étapes suivantes sans compléter ces champs.

a. Page d'accueil

Une fois que vous avez cliqué sur le lien ci-dessous, une page s'ouvre sur votre navigateur. Cliquez sur ACCEDER A LA DEMARCHE

CLIQUEZ ICI : <https://www.franceagrimer.fr/Accompagner/Dispositifs-par-filiere/Aides-de-crise/Prets-de-REconstitution-de-Tresorerie-des-Exploitations-Agricoles-PRETEA>

Puis cliquer sur le lien indiqué dans la partie **Accès au téléservice** https://padcollecte.franceagrimer.fr/padcollecte-usager/#/detail?cdDispositif=PRETEA_2025
(Lien actif à compter du 11/01/2025)

Cliquer sur « faire une demande » pour vous identifier :



Plateforme d'Acquisition de Données
Une brique de la suite PAD dédiée aux usagers

Paramètres d'affichage Se déconnecter

Accueil > Liste des dispositifs > Prêt de reconstitution de t...

Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles



Multi-filière

Ouvert le 13/12/2024 00:00 - Fermera le 30/05/2025 12:00

Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles

Dispositif de prise en charge partielle des intérêts d'emprunts pour les exploitations agricoles justifiant d'une baisse de plus de 20% du chiffre d'affaires (CA) de l'exploitation des agriculteurs en besoin de trésorerie.

En savoir plus Faire une demande →

Xavier Remongin/agriculture.gouv.fr / https://store.agriculture.gouv.fr/ - CGU store.agriculture.gouv.fr - 21/05/2006

En savoir plus

Dispositif exceptionnel de soutien à la trésorerie des exploitations agricoles.

Décision INTV GECRI 2025-01

Merci de consulter les Informations et la FAQ disponible sur le site de FranceAgriMer avant de commencer la saisie : <https://www.franceagrimer.fr/Accompagner/Dispositifs-par-filiere/Aides-de-crise>

La fenêtre ci-dessous s'ouvre vous rappelant les principales étapes de la démarche : cocher la case ne plus afficher si vous le souhaitez. Puis cliquer sur « fermer » (en haut à droite) afin de fermer la fenêtre.

→ Les principales étapes de la démarche

Ne plus afficher
Ces informations ne seront plus affichées pour ce mode de dépôt

1. Etape d'identification

Identifiez-vous en remplissant le champ demandé.

2. Etape de saisie des coordonnées du déposant

Ces informations seront nécessaires pour vous transmettre le certificat de dépôt par voie électronique. Votre téléphone sera utile afin de vous contacter.

3. Etape de confirmation de la démarche

Vous serez dirigé vers la saisie d'un formulaire spécifique au dispositif.

4. Etape de saisie du formulaire et de la fourniture éventuelle de pièces justificatives.

5. Etape de dépôt du formulaire

Vous serez notifié de votre dépôt.

Version 1.0.38

Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles

Étape 1 sur 5

[→ Afficher les informations de la démarche](#)

Identification

Étape suivante : saisie de vos coordonnées



Débutez votre démarche

Numéro SIRET
Format SIRET

✖ Ce champ est obligatoire

[Annuaire des entreprises](#) 

Saisissez votre SIRET dans le champ « Numéro SIRET » de la zone Identification.

Le SIRET comporte 14 chiffres.

(En cas de doute, il est possible d'accéder à l'annuaire des entreprises en cliquant sur le lien correspondant afin de vérifier les données légales).

b. Vérification des informations de l'entreprise

Les coordonnées associées à ce SIRET apparaissent alors à l'écran. Elles sont issues du fichier INSEE

Puis confirmer les données d'identité récupérées pour votre établissement :

[Fermer x](#)

→ **Confirmation de l'identifiant**

Ces informations sont-elles correctes ?

Numéro SIRET	13000636400017
Raison sociale	ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L AGRICULTURE ET DE LA MER FRANCEAGRIMER
Adresse	12 RUE HENRI ROL TANGUY 93100 MONTREUIL

 Dans le cadre du programme "Dites-le nous une fois", FranceAgriMer utilise le dispositif Aide Publique Simplifiée pour récupérer les informations d'identité de votre entreprise (Pour les identités par SIRET). En cas de désaccord sur ces informations, suivez le lien ci-dessous pour modifier votre situation. Ces données permettent de pré-remplir les formulaires et les téléprocédures.

<https://www.insee.fr/fr/information/2015441>

Vérifiez votre raison sociale et votre adresse.

- Si les informations ne sont pas correctes cliquez sur NON et corrigez éventuellement la saisie du SIRET.
- Si les informations sont correctes cliquez sur Oui, je continue

c. Coordonnées du déposant

Dans la zone « Coordonnées du déposant », renseignez :

- Le nom du DECLARANT (qui n'est pas nécessairement celui du demandeur)
- Le prénom du DECLARANT (qui n'est pas nécessairement celui du demandeur)
- Une adresse électronique valide, deux fois (celle du déclarant pour qu'il puisse avoir accès à la demande)
- Éventuellement les coordonnées téléphoniques
- Saisissez le *Captcha*, c'est-à-dire les lettres et chiffres qui apparaissent dans la case grise (cliquez sur changer l'image si vous n'arrivez pas à déchiffrer les caractères)



L'adresse électronique est celle sur laquelle les différentes notifications seront envoyées (notification de dépôt par exemple). Il est important qu'elle soit accessible par la personne qui gère le dossier.

Coordonnées du déposant

Etape suivante : confirmation de votre démarche

SIRET
N° 13000636400017
 ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER FRANCEAGRIMER
 Détail de votre identifiant et vos coordonnées →

→ [Afficher les informations de la démarche](#)



Vos coordonnées

Nom et prénom

Nom

Le nom est obligatoire

Prénom

Le prénom est obligatoire

Message

Courriel

Format attendu : nom@domaine.fr

L'adresse de courriel est obligatoire

Confirmation du courriel

Format attendu : nom@domaine.fr

La confirmation de courriel est obligatoire

Téléphones (Facultatif)

Téléphone fixe

Format attendu : 0XXXXXXXX

Téléphone portable

Format attendu : 0XXXXXXXX

Contrôle d'accès sécurisé



Saisir les caractères du captcha

← Précédent

Continuer →

Puis cliquer sur CONTINUER
 La fenêtre ci-dessous s'affiche :

Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles

Confirmation de votre démarche

Etape suivante : saisie du formulaire

SIRET
N° 13000636400017
 ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER FRANCEAGRIMER
 Détail de votre identifiant et vos coordonnées →

→ [Afficher les informations de la démarche](#)



Si vous avez déjà initié un dossier pour cette démarche et que vous souhaitez le compléter et/ou le finaliser merci de vous référer au courriel qui vous a été précédemment envoyé par FranceAgriMer. En cliquant sur le lien qui figure dans ce courriel vous serez automatiquement redirigé vers votre précédent dossier.

En revanche, si vous accédez pour la première fois à cette démarche ou si vous souhaitez déposer un nouveau dossier, cliquez sur le bouton "Continuer" ci-dessous. Un courriel vous sera adressé à l'adresse électronique **gecri@franceagrimer.fr** et vous permettra de revenir ultérieurement sur votre dossier. Conservez-le précieusement. Si vous ne le recevez pas, pensez à consulter vos courriers indésirables.

ATTENTION : Les demandes en cours, initiées mais non validées ne seront pas prises en compte par FranceAgriMer.

← **Continuer**

Cliquez sur CONTINUER



Un courriel vous est transmis avec votre numéro de dossier et le lien permettant de revenir à tout moment consulter votre dossier.

Ce courriel doit être conservé, il vous permet de revenir sur votre demande à tout moment avant validation du dossier. Vous ne pouvez pas initier plusieurs dossiers, aussi, si vous perdez ce lien, il pourra vous être renvoyé en ressaisissant votre SIRET sur la page d'accueil du téléservice.

Attention, **il ne constitue pas une preuve de dépôt**, la démarche doit impérativement aller jusqu'au **dépôt** (après complétude de votre demande) pour être prise en compte par FranceAgriMer.

Voici le modèle de courriel reçu :

De : FranceAgriMer <no-spam@franceagrimer.fr>

Envoyé : jeudi 16 janvier 2025 09:38

À : GECRI <gecri@franceagrimer.fr>

Objet : Demande d'aide Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles - Initialisation Dossier 48171 NON VALIDÉ

CECI N'EST PAS UNE PREUVE DE DÉPÔT – VOTRE DOSSIER DOIT ENCORE ÊTRE VALIDÉ.

Conservez ce courriel qui comporte le lien d'accès unique vers votre dossier.

Bonjour ,

Vous avez initié une demande d'aide dans le cadre du dispositif Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles pour le compte de l'entreprise « ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L AGRICULTURE ET DE LA MER FRANCEAGRIMER» Siret n° « 13000636400017 ».

Votre dossier porte le numéro n° 48171.

ATTENTION, ce courriel ne constitue pas une preuve dépôt.

Pour être recevables et instruites par FranceAgriMer, les demandes doivent être validées après avoir complété tous les champs du formulaire requis et téléversé toutes les pièces requises.

Vous devez valider votre dossier avant la date limite de dépôt :

Les demandes doivent être déposées et validées au plus tard le 30/05/2025.

Après validation votre demande sera au statut "déposé" et ne pourra plus être modifiée et vous recevrez un **accusé de réception**.

Lien d'accès personnel vers votre dossier (A conserver) : <https://padcollecte-rec.franceagrimer.fr/padcollecte-usager/#/details-dossier/48171/8967codeIdentification=a90eb34902396997e2da5bdcfb90cf35>

Adresse de contact : gecri@franceagrimer.fr

L'équipe gestion de crise de FranceAgriMer

Si vous ne voulez pas poursuivre la démarche vous pouvez fermer l'onglet de votre navigateur et reprendre la démarche à tout moment via le lien indiqué dans le courriel.

d. Formulaire de demande

Après avoir cliqué :

- sur CONTINUER (écran précédent),

Alors, le formulaire demande apparaît :  **Tous les champs avec une étoile rouge sont obligatoires. Les autres champs doivent être remplis en fonction de votre profil.**

Remplir le formulaire Fournir les justificatifs

DEMANDE D'AIDE
Prêts de REconstitution de Trésorerie des Exploitations Agricoles (PRETEA)

Les champs marqués d'une étoile rouge * sont obligatoires.

LE DEMANDEUR

N° SIRET : * 13000636400017 Code APE : B4.13Z - Administration publique (tutelle) des activités écon

Raison sociale : ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER FRANCEAGRI

Forme Juridique : 7389 - Etablissement public national à caractère administratif

Adresse : FRANCEAGRIMER
12 RUE HENRI ROL TANGUY

Code postal : 93100 Commune : MONTREUIL

AVANT DE DEMARRER LA SAISIE, VERIFIEZ QUE VOUS ETES EN POSSESSION DE TOUTES LES INFORMATIONS. LE FORMULAIRE NE POURRA PAS ETRE ENREGISTRE EN CAS D'INFORMATION MANQUANTE.

Procédure collective : * Aucune
Indiquez si une procédure est en cours, sinon sélectionnez « aucune »

Numéro PACAGE : Vous devez renseigner ce champ (facultatif)
Indiquez le N° PACAGE de votre exploitation

➤ Identification du demandeur

Les données sont déjà renseignées et vous ne pouvez pas les modifier.

Il convient d'indiquer en bas du cadre si une procédure est en cours : redressement/sauvegarde.

Le cas échéant, sélectionnez « aucune ».

En cas de liquidation amiable/liquidation judiciaire, vous n'êtes pas éligible au dispositif et vous ne pourrez pas déposer de demande.

Vous n'êtes pas éligible au dispositif dès lors que vous êtes en liquidation.

La saisie du numéro de package est facultative.

Attention, dans le cadre d'un GAEC vous devez saisir le nombre d'associés :

Nombre d'associés du GAEC : *

Le champ "Nombre d'associés du GAEC" est obligatoire !

➤ Personne à contacter si différente du déposant

Si vous cochez la case, vous pouvez saisir les coordonnées d'une personne différente du déposant.

PERSONNE À CONTACTER si différente du déposant

Nom : *	<input type="text"/>	Prénom : *	<input type="text"/>
Téléphone :	<input type="text" value="01 23 45 67 89"/>	<input type="text" value="01 23 45 67 89"/>	
	Fixe	Mobile	
Courriel : *	<input type="text" value="exemple@gmail.fr"/>		

➤ Information préalable : prendre connaissance de l'information ci-dessous

Information préalable

Chaque exploitant ne doit solliciter de manière directe ou indirecte, le prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles qu'une seule fois auprès d'un unique établissement de crédit.

➤ Déclaration des Aides et respect du plafond du Règlement de minimis agricole

DECLARATION DES AIDES et RESPECT DU PLAFOND du Règlement de minimis agricole

1 - Déclaration des aides de minimis perçues ou demandées sur les trois dernières années

(article 1 de la décision du Directeur général de FranceAgriMer)

Vous êtes responsable de votre déclaration de minimis. Toute irrégularité constatée dans la déclaration entraînera une réduction de l'aide ou un recouvrement, voire une sanction en cas d'intentionnalité.

Les aides de minimis peuvent être gérées par une collectivité locale, un établissement public (comme FranceAgriMer), la MSA, les DDT, etc.

Le caractère de minimis (R(UE) 1408/2013 modifié) est indiqué sur le formulaire de demande d'aide et sur la notification de paiement.

Je n'ai pas perçu ou demandé d'aide de minimis ces trois dernières années, ou pour les GAEC : le GAEC, ni aucun associé n'a perçu ou demandé d'aide de minimis ces trois dernières années.

Montant total minimis : €

2 - Entreprise unique :

J'entretiens des liens capitalistiques avec d'autres entreprises y compris en tant que personne physique : * Oui Non

Si vous n'avez pas perçu ou demandé d'aide de minimis ces trois dernières années, ou pour les GAEC, ni aucun associé n'a perçu ou demandé d'aide de minimis ces trois dernières années. **COCHER la case correspondante :**

Je n'ai pas perçu ou demandé d'aide de minimis ces trois dernières années, ou pour les GAEC : le GAEC, ni aucun associé n'a perçu ou demandé d'aide de minimis ces trois dernières années.

Dans le cas contraire, décocher la case, l'écran ci-dessous s'affiche : **compléter le tableau ci-dessous** et ajouter autant de lignes que nécessaires ;

Sinon complétez le tableau ci-dessous.

Ce tableau doit être renseigné par le demandeur, ou tous les associés du GAEC le cas échéant, une ligne par couple aide/demandeur-associé GAEC. Si un ou plusieurs associés n'ont pas demandé ou perçu d'aide *de minimis*, la complétude du tableau n'est pas obligatoire pour eux, ils seront considérés comme étant déclarés non demandeur ou bénéficiaire d'aide *de minimis* sur la période, sous la responsabilité du déclarant.

Dans le cas d'une aide demandée non encore reçue, indiquez la date de demande en lieu et place de la date d'octroi ou paiement.

Nom/Prénom du producteur individuel ou des associés si GAEC*	Intitulé de l'aide*	Date d'octroi*	Montant figurant dans la décision d'octroi*	Montant des aides <i>de minimis</i> demandées mais pas encore reçues*
Champ obligatoire	Champ obligatoire	jj/mm/aaaa	Champ obligatoire €	Champ obligatoire €

Montant total *de minimis* : €

2 - Entreprise unique :

J'entretiens des liens capitalistiques avec d'autres entreprises y compris en tant que personne physique : * Oui Non

Si vous avez atteint le plafond d'aide attribuable dans le cadre du règlement *de minimis*, vous n'êtes pas éligible à l'aide

Alors le message suivant s'affiche :

Vous avez atteint le plafond d'aide attribuable dans le cadre du Règlement (UE) de *de minimis*, vous n'êtes pas éligible à l'aide

1. Cadre réglementaire *de minimis* :

Le demandeur doit déclarer, au moment de la demande d'aide, le montant des aides « *de minimis* » agricoles déjà perçues par l'entreprise unique ou demandées mais pas encore perçues, au cours des trois dernières années.

Concernant les GAEC, chaque associé déclare ses montants individuels car il bénéficie de son propre plafond d'aides *de minimis agricole*.

Si l'instruction du dossier de demande d'aide démontre que le plafond individuel du demandeur est dépassé au regard des montants *de minimis* déclarés (avec le montant théorique attribué), le montant de l'aide est réduit pour atteindre le niveau individuel de 50 000 euros par entreprise unique (ou par associé du GAEC, le cas échéant, dans la limite de trois, en application de la transparence GAEC

2. Entreprise unique

Cocher selon votre cas Oui ou Non :

2 - Entreprise unique :

J'entretiens des liens capitalistiques avec d'autres entreprises y compris en tant que personne physique : * Oui Non

Si vous avez des liens capitalistiques avec d'autres entreprises, cochez « Oui » et renseignez leurs SIRET. Si vous avez plusieurs numéros Siret à saisir, cliquez sur le bouton « ajouter une ligne ».

2 - Entreprise unique :

J'entretiens des liens capitalistiques avec d'autres entreprises y compris en tant que personne physique : *

Oui Non

Je déclare les SIRET des entreprises entretenant un lien au titre de l'entreprise unique qui déposent une demande d'aide dans le cadre de ce dispositif :

N° SIRET*

Ajouter une ligne

➤ Données déclarées et éligibilité du demandeur

Vous devez attester sur l'honneur que les difficultés financières résultent d'aléas climatiques, sanitaires ou de marché au cours de l'année 2024.

CRITERES D'ELIGIBILITE

J'atteste sur l'honneur que mes difficultés financières résultent d'aléas climatiques, sanitaires ou de marché au cours de l'année 2024: *

Oui Non

Dans le cas général, il faudra justifier le chiffre d'affaires de l'entreprise sur trois exercices comptables clôturés entre le 1er juillet 2021 et le 30 juin 2024 pour calculer un chiffre d'affaires de référence qui sera comparé au chiffre d'affaires de l'exercice indemnisé : celui clôturé entre le 1er juillet 2024 et le 30 juin 2025.

Si vous cochez non : vous n'êtes pas éligible au dispositif, alors le message suivant s'affiche :

Vous n'êtes pas éligible à ce dispositif.

3. Cas particuliers :

3-1 : cas récents installés :

Cocher Oui ou Non selon votre cas :

Si vous cochez oui, saisir la date d'installation :

3 - Cas particulier

3.1 - Article 3.3.1 : Je me suis installé récemment (ou l'un des associés s'est installé récemment) et je ne peux justifier de chiffre d'affaires sur les trois exercices comptables clôturés entre le 1er juillet 2021 et le 30 juin 2024 : *

Oui Non

a- Date d'installation : *

jj/mm/aaaa

Attention si la date saisie est postérieure au 01/07/2024, vous n'êtes pas éligible au dispositif et le message suivant s'affiche :

Vous n'êtes pas éligible compte tenu de votre date d'installation.

En effet, les demandeurs installés après le 01/07/24 ne sont pas éligibles (cf décision).

Puis saisir l'année de référence retenue (s) correspondant à votre cas : (un seul choix possible)

b- Année(s) de référence retenue(s) : *

- Moyenne des chiffres d'affaires des 2 exercices comptables clos entre le 1er juillet 2022 et le 30 juin 2024 (ref 2 et ref3)
- Chiffres d'affaires de l'exercice comptable clos entre 1er juillet 2023 et le 30 juin 2024 (ref 3)
- Valeurs de CA prévisionnelles du Plan Entreprise (PE)/ étude économique correspondant à la période indemnisée
- Valeurs historiques en cas de reprise d'une exploitation

3-2 : autre cas particulier :

Vous ne pouvez obtenir les données de CA sur les trois exercices comptables clôturés entre le 01/07/21 et le 30/06/24 **suite à une modification de l'exploitation, modification du potentiel de production...**

Cocher Oui ou Non selon votre cas :

3.2 - Article 3.3.3 : Je ne peux obtenir les données de chiffre d'affaires sur les trois exercices comptables clôturés entre le 1er juillet 2021 et le 30 juin 2024 suite à une modification de l'exploitation (restructuration d'exploitation, modification du potentiel de production...) : * Oui Non

Si vous cochez **oui** le bloc suivant apparait ; saisir l'année de référence retenue (s) correspondant à votre cas : (un seul choix possible)

3.2 - Article 3.3.3 : Je ne peux obtenir les données de chiffre d'affaires sur les trois exercices comptables clôturés entre le 1er juillet 2021 et le 30 juin 2024 suite à une modification de l'exploitation (restructuration d'exploitation, modification du potentiel de production...) : * Oui Non

- Moyenne des chiffres d'affaires des 2 exercices comptables clos entre le 1er juillet 2022 et le 30 juin 2024 (ref 2 et ref3)
- Chiffres d'affaires de l'exercice comptable clos entre 1er juillet 2023 et le 30 juin 2024 (ref 3)
- Valeurs historiques en cas de reprise d'une exploitation

Le choix effectué conditionnera les informations à saisir au point 4.

4. Chiffres d'affaires issus des données comptables attestées :

Saisir les dates de l'exercice comptable indemnisé* :

4 - Chiffres d'affaires issus des données comptables attestées

Les données comptables à reporter ci-dessous sont celles de l'attestation comptable établie par un expert-comptable, une Association de Gestion et de Comptabilité, ou Commissaire aux comptes (cf annexe 1 – Attestation comptable).

Dates de l'exercice comptable indemnisé : du *

jj/mm/aaaa

au *

jj/mm/aaaa

*L'exercice comptable indemnisé correspond à l'exercice comptable du demandeur clôturé entre le 1^{er}

juillet 2024 et le 30 juin 2025. Dans le cas où la date de clôture (en tout état de cause au plus tard le 30 juin 2025) ne permet pas d'avoir, au moment de l'établissement de l'attestation, des données définitives, alors des valeurs prévisionnelles pourront être établies par un expert-comptable, une Association de Gestion et de Comptabilité ou un Commissaire aux comptes pour les demandeurs concernés.

Puis saisir et compléter, dans les cases correspondantes, **les chiffre d'affaires issus des données comptables attestées**.

Exercices compatibles:	Référence 1	Référence 2	Référence 3	Référence calculée	Exercice indemnisé
Chiffre d'Affaires total exploitation	<input type="text" value=""/>	<input type="text" value="0"/>	<input type="text" value="0"/>	<input type="text" value="0,00"/>	<input type="text" value="5 000"/>
Perte de CA	<input type="text" value=""/>				

Dans la cas général, vous devez saisir les chiffres d'affaires correspondant aux références 1,2,3 et celui correspondant à l'exercice indemnisé.

Attention, si vous « récent installé » comme indiqué au point 3.1a du formulaire de demande et selon l'année de référence retenue au point 3.1b, vous devez saisir les montants de CA correspondant aux exercices comptables de références demandés :

Exemple :

Si vous avez coché au point 3.1 b du formulaire de demande : Moyenne des chiffre d'affaires (...)

b- Année(s) de référence retenue(s) : *

- Moyenne des chiffres d'affaires des 2 exercices comptables clos entre le 1er juillet 2022 et le 30 juin 2024 (ref 2 et ref3)
- Chiffres d'affaires de l'exercice comptable clos entre 1er juillet 2023 et le 30 juin 2024 (ref 3)
- Valeurs de CA prévisionnelles du Plan Entreprise (PE)/ étude économique correspondant à la période indemnisée
- Valeurs historiques en cas de reprise d'une exploitation

Vous devez renseigner, au point 4 du formulaire de demande, les CA des exercices comptables correspondants :

ici il convient de compléter les références 2 et 3 et l'exercice indemnisé (cases à saisir en fond jaune) :

Exercices compatibles:	Référence 1	Référence 2	Référence 3	Référence calculée	Exercice indemnisé
Chiffre d'Affaires total exploitation	<input type="text" value=""/>				
Perte de CA	<input type="text" value=""/>				

Vous devez renseigner les CA pour chaque exercice de référence ref 2 et ref 3.

Si vous êtes dans un autre cas particulier suite a une modification d'exploitation (...) (comme indiqué au point 3.2 du formulaire de demande) et selon votre cas vous devez saisir les montants de CA correspondant aux exercices comptables de références demandés.

Après complétude des données, la perte de CA sera calculée automatiquement : exemple :

Exercices compatibles:	Référence 1	Référence 2	Référence 3	Référence calculée	Exercice indemnisé
Chiffre d'Affaires total exploitation	<input type="text"/> €	10 000 €	11 013,12 €	10 506,58 €	1 200 €
Perte de CA	88.58  %				

Si vous n'êtes pas éligible au dispositif le message suivant sera affiché :

Vous n'êtes pas éligible dès lors que votre taux de perte de chiffre d'affaire est inférieur à 20%.

5 : Epargne de précaution (données issues des données comptables attestées)

Selon votre situation, cocher oui ou non :

5- EPARGNE DE PRECAUTION (données issus des données comptables attestées)

Si mon entreprise dispose d'une épargne de précaution liquide affectée à un compte professionnel dans le cadre du régime de la déduction pour épargne de précaution (DEP) prévue à l'article 73 du code général des impôts, je dois justifier de l'activation d'au moins 60% du montant de cette épargne de précaution liquide.

Mon entreprise détient de l'épargne de précaution sur un compte courant ouvert auprès d'un établissement de crédit dans le cadre du régime de la DEP : * Oui Non

Si vous cochez oui le bloc suivant s'affiche : renseigner les champs correspondants aux données demandées :

Montant de l'Epargne de précaution sur la période indemnisée (exercice clos entre le 01/07/2024 et le 30/06/2025) = * €

Montant de l'Epargne de précaution sur l'exercice clos précédent = * €

Taux d'activation de l'Epargne de précaution liquide = %

Si vous n'êtes pas éligible le message suivant s'affiche :

Vous n'êtes pas éligible dès lors que le taux d'activation d'épargne de Précaution est inférieur à 60%.

6 : Données relatives au prêt de reconstitution de trésorerie : CARACTERISTIQUE DU PRET

Au point 6-1, si vous souhaitez bénéficier de la bonification pour les jeunes agriculteurs cocher OUI ou NON

DONNEES RELATIVES AU PRET DE RECONSTITUTION DE TRESORERIE

6- Caractéristiques du prêt

6.1 - Je demande la bonification Jeune Agriculteur : * Oui Non

Si vous cochez oui, vous devrez renseigner les champs suivants :

Date d'installation : *

Date de naissance : *

Date d'installation :

- Si au champ **3-1** vous avez déjà renseigné la date installation, celle-ci est automatiquement saisie, dans le cas contraire, elle est saisissable.

Date de naissance :

- Saisir la date de naissance

Attention, pour bénéficier de la bonification supplémentaire pour les jeunes agriculteurs, ceux-ci doivent répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- Etre installé, pour la 1^{ère} fois, depuis moins de 5 ans à la date de réalisation du prêt,
- Etre âgé strictement de moins de 41 ans au moment de la date d'installation.

Au point 6-2 : Saisir la date de souscription du prêt :

6-2 : Date de souscription du prêt : *

Date incorrecte

- La date doit être supérieure ou égale au **11/12/2024**.

Si la date saisie est antérieure elle sera incorrecte et un message « Date incorrecte » apparait en rouge.

Au point 6-3 : Saisir le montant du prêt

6-3 : Montant total emprunté : *

Au point 6-4 : Cocher la durée du prêt correspondant : 24 ou 36 mois

6-4 : Durée du prêt (mois) : * 24 mois 36 mois

Au point 6-5 : Saisir le taux d'intérêt de la banque

6-5 : Taux d'intérêt (banque) du prêt souscrit auprès de la banque : *

- Le taux d'intérêt ne peut être $\geq 2,6$ %. Si le montant indiqué est $>$ le message ci-dessous s'affiche en dessous du champ :

6-5 : Taux d'intérêt (banque) du prêt souscrit auprès de la banque : *

%

Le taux d'intérêt ne peut pas dépasser 2,6 %

Au point 6-6 : Sélectionner dans la liste déroulante la fréquence de remboursement retenue : mensuelle/trimestrielle / semestrielle /annuelle

6-6 : Fréquence de remboursement : *

Au point 6-7 : Sélectionner dans la liste déroulante l'établissement bancaire concerné

6-7: Nom de l'établissement bancaire : *

Le champ est obligatoire !

Au point 6-8 : Saisir le montant de l'aide indiqué dans la calculette Excel du prêt dans la partie ci-dessous:
extrait calculette : **Montant prévisionnel de l'aide :**

6-8 : Montant de l'aide : *

Cette calculette est disponible en ligne sur le site de FranceAgrimer :

<https://www.franceagrimer.fr/Accompagner/Dispositifs-par-filiere/Aides-de-crise/Prets-de-REconstitution-de-Tresorerie-des-Exploitations-Agricoles-PRETEA>

7 : Calcul de l'aide

CALCUL DE L'AIDE

7- Aide prévisionnelle calculée

Le montant minimum de l'aide est de 250 € par associé du GAEC le cas échéant.

Le plafond de l'aide correspond au plafond de *minimis* soit 50 000€ ou 50 000€ par associé du GAEC le cas échéant, déduction faite de toutes les aides de *minimis* déjà demandées ou perçues sur l'exercice fiscal en cours et les deux précédents et qui doivent être déclarés dans la section « déclaration des aides et plafond du règlement de *minimis* » ci-dessus.

Aide prévisionnelle plafonnée au régime de *minimis* : *

€

(ne peut être supérieur au plafond d'aide ni inférieur au seuil d'aide)

Ce montant est calculé grâce aux informations déclarées et conformément à la décision FranceAgriMer (cf détermination du montant de l'aide). Il ne préjuge pas du montant d'aide qui vous sera finalement attribué après instruction de votre dossier. En effet, les informations déclarées feront l'objet d'une instruction par l'administration au regard de l'attestation que vous téléverserez dans l'écran suivant et des bases de données permettant le contrôle des autres paramètres.

Dans cette partie n° 7 vous n'avez rien à saisir, l'aide prévisionnelle est calculée automatiquement en lien avec les données saisies précédemment.

Le montant **minimum** d'aide est de 250 euros et pour les GAEC, il est de 250 multiplié par le nombre d'associé dans la limite de 3 associés, en application de la transparence GAEC. Aucun montant ne sera versé si le montant éligible n'atteint pas ce seuil.

Le montant **maximum** de l'aide attribué est de 1 106 euros au titre de « l'entreprise unique » OU par associé du GAEC dans la limite de 3 associés, en application de la transparence GAEC, soit un plafond cumulé maximum de 3 x 1 106 euros.

Si le seuil ou le plafond de l'aide n'est pas respecté (cf. article 4.3 de la décision) les messages suivants s'affichent :

Le montant d'aide prévisionnelle plafonnée au régime de minimis calculé est inférieur au seuil d'aide fixé à 250,00 €, vous n'êtes pas éligible.

Le montant saisi est erroné. Vous devez reporter le montant de la calculette.

Pour rappel, l'aide est égale à la somme de la différence entre des échéances calculées au taux d'intérêt maximum de 2,6% par an et ces mêmes échéances calculées au taux d'intérêt maximum à la charge du bénéficiaire de 1,75% par an (1,50% maximum par an pour les jeunes installés) après prise en compte de la bonification de l'Etat (soit une bonification standard de 85 points de base et une bonification supplémentaire fixe et égale à 25 points de base pour les jeunes installés).

Coordonnées bancaires :

Vous devez renseigner vos coordonnées bancaires : **IBAN, BIC et nom du titulaire du RIB** (celui-ci doit **correspondre** au RIB papier et à la raison sociale de l'entreprise pour laquelle une aide est demandée). Attention, la version papier scannée du RIB sera demandée lors du dépôt du dossier.

En cas de procédure collective (hors liquidation), le dossier doit comporter une note du mandataire précisant à qui doit être fait le paiement, le cas échéant le RIB du mandataire devra être fourni et saisi.

COORDONNÉES BANCAIRES

Le RIB doit être identique au document téléchargé.

IBAN *

BIC *

Titulaire du compte figurant sur le RIB *

➤ Engagement du demandeur

Vous devez ensuite lire et accepter les engagements du demandeur

Il convient de cocher les cinq cases pour confirmer les engagements.

Dans le cas où le déclarant n'est pas le demandeur, il s'engage au nom de ce dernier.

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Le déclarant :

- Demande le bénéfice** de l'aide relative aux Prêts de REconstitution de Trésorerie des Exploitations Agricoles (PRETEA)*
- (pour le compte du demandeur le cas échéant) *
- Atteste sur l'honneur** :*
- avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans la présente formalité,
 - avoir pris connaissance de la Décision du directeur général de FranceAgriMer INTV GECRI 2025-01, et notamment des sanctions encourues en cas de non-respect des dispositions,
 - l'exactitude des renseignements concernant ma situation,
 - que le demandeur respecte les conditions d'éligibilité décrites dans la Décision INTV GECRI 2025-01
 - ne pas déposer de demande d'aide dès lors que l'entreprise est en liquidation judiciaire,
 - être informé que le plafond des aides de *minimis* est limité à 50 000 euros par entreprise unique ou par associé du GAEC le cas échéant au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices (Règlement (UE) n° 2019/316 de la Commission du 21 février 2019 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis* dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement de *minimis* agricole »). Ce règlement a été publié au Journal officiel de l'Union européenne L 51 du 22 février 2019,
 - déclarer le montant des aides de *minimis* demandé ou perçu au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux précédents, afin que le plafond de *minimis* de 50 000 euros par entreprise unique ou par associé du GAEC le cas échéant, puisse être vérifié.
- S'engage (pour le compte du demandeur le cas échéant) à** :*
- ne solliciter qu'un seul et unique prêt de reconstitution des trésoreries auprès d'un unique établissement de crédit,
 - fournir à FranceAgriMer ou à ma DDT/M les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier,
 - accepter de FranceAgriMer ou de tout autre contrôleur compétent, tout contrôle d'ordre technique, comptable ou financier, sur pièces ou sur place, portant sur le respect des conditions d'octroi de l'aide,
 - rembourser tout montant qui serait déclaré indu suite à contrôle administratif a posteriori ou contrôle sur place,
 - à me soumettre aux contrôles administratifs sur pièces et/ou sur place qui résultent de l'octroi d'aides,
 - accepter de FranceAgriMer ou de tout autre contrôleur compétent, tout contrôle d'ordre technique, comptable ou financier, sur pièces ou sur place, portant sur le respect des conditions d'octroi de l'aide,
 - conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la déclaration qui sera faite, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans la présente démarche,
 - me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aide, et en particulier permettre / faciliter l'accès à sa structure aux autorités compétentes chargées de ces contrôles, pendant 10 ans à compter de la décision d'octroi.
- Autorise (pour le compte du demandeur le cas échéant) :** *
- l'expert-comptable, l'Association de Gestion et de Comptabilité, ou le Commissaire aux comptes ayant établi l'attestation à transmettre toutes données ou informations en lien avec la demande d'aide
 - FranceAgriMer à recueillir ou transmettre les informations relatives à ce dossier auprès d'autres administrations ou acteurs privés, notamment, les données INSEE, RCS, Infogreffe, télépac, MSA, les établissements bancaires, ainsi que celles relatives aux dispositifs d'aide similaires mis en place par d'autres administrations,
 - FranceAgriMer à me transmettre par courrier électronique toute information relative à mon dossier de demande d'aide.
- Est informé et informera le demandeur le cas échéant** :*
- que l'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu.
 - que la demande d'aide pourra être rejetée au motif qu'elle ne répond pas aux critères d'éligibilité définis dans la présente décision
 - que le paiement de l'aide demandée ne pourra pas être effectué avant la date limite de dépôt des demandes;
 - que les fournisseurs des données utilisées dans le contrôle de la demande d'aide ne pourront être tenus responsables en cas d'erreur ou de désaccord sur les données,
 - que l'administration pourra me transmettre le courrier de notification de paiement ou, le cas échéant, le courrier de rejet de mon dossier par voie électronique à l'adresse saisie lors de la création de ma demande d'aide.

NB: Si vous n'arrivez pas à enregistrer, veuillez vérifier que tous les champs marqués d'une étoile rouge * ont été renseignés et que toutes les conditions d'éligibilité au dispositif sont respectées.

Veuillez prendre connaissance des **mentions légales inscrites en bas du formulaire** :

MENTIONS LÉGALES

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), situé 12 rue Henri Rol-Tanguy à Montreuil (93100), traite des données personnelles, afin d'exécuter ses missions d'intérêt public relatives.

En l'absence de fourniture des données personnelles nécessaires, FranceAgriMer ne pourra pas verser l'aide correspondante, compte tenu des obligations légales et réglementaires auxquelles il est soumis.

Afin de vérifier l'absence de double financement, FranceAgriMer et les autres organismes payeurs d'aides sont susceptibles d'échanger toutes les données dont ils disposent relatives aux demandes d'aides qui leur sont adressées.

FranceAgriMer est susceptible de vérifier toutes les données, qui lui sont transmises lors du dépôt d'une demande d'aide, auprès de sources accessibles au public (base INSEE) et auprès de sources qui ne sont pas accessibles au public (le ministère chargé de l'agriculture, douanes, MSA etc). FranceAgriMer est susceptible de corriger les données erronées et de les utiliser dans le cadre de la gestion des aides.

Les données personnelles traitées par FranceAgriMer sont également susceptibles d'être traitées par les autorités françaises et de l'Union européenne, dans le cadre de leurs obligations en matière de gestion, de contrôle, d'audit, de suivi et d'évaluation, prévues par le droit de l'Union européenne.

Par ailleurs, les données relatives aux bénéficiaires d'une aide d'État ou de l'Union européenne peuvent faire l'objet d'une publication, en application de dispositions particulières du droit de l'Union européenne. Les données personnelles sont conservées aussi longtemps qu'elles sont nécessaires à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, compte tenu des durées minimales de conservation fixées par le droit français et le droit de l'Union européenne.

La personne concernée peut accéder aux données la concernant et demander leur rectification. Elle dispose également d'un droit d'opposition (pour des raisons tenant à sa situation particulière) et d'un droit à la limitation du traitement de ses données (cf. www.cnil.fr pour plus d'informations sur ces droits). Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement des données la concernant, la personne concernée peut contacter le délégué à la protection des données (DPO) de FranceAgriMer (il ne s'agit pas ici de question relative au dispositif d'aide mais uniquement liée aux données personnelles):

- par courriel, accompagné de la copie d'une pièce d'identité en cours de validité et envoyé à l'adresse suivante : dpo@franceagrimer.fr
- ou par courrier postal, signé, accompagné de la copie d'une pièce d'identité en cours de validité et envoyé à l'adresse suivante :

FranceAgriMer
À l'attention du délégué à la protection des données
12 rue Henri Rol-Tanguy
93100 MONTREUIL

Si la personne concernée estime, après avoir contacté le délégué à la protection des données, que ses droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme aux règles de protection des données personnelles, elle peut adresser une réclamation à la CNIL.

Les autres demandes d'information ou réclamations sur ce dispositif doivent être adressées à FranceAgriMer par voie électronique: gecri@franceagrimer.fr.

L'article 441-8 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

Sauvegarder la saisie

A tout moment vous pouvez sauvegarder la saisie en cours, sans aller jusqu'au dépôt du dossier:

The screenshot shows a web form interface. At the top, there is an information icon and the text "Sauf mention contraire, tous les champs sont obligatoires". Below this is a checkbox labeled "Je dois prendre connaissance des conditions générales d'utilisation pour déposer ma demande (CGU)". At the bottom of the form, there are three buttons: "Fermer", "Sauvegarder", and "Déposer". The "Sauvegarder" button is circled in red. To the right of the buttons are two icons: a grid icon and a trash icon.

Cliquer sur sauvegarder :

The screenshot shows a confirmation message box with a "Fermer" button in the top right corner. The main text reads "→ Votre dossier a été enregistré". Below this, a smaller line of text says "Attention: A ce stade, votre dossier n'est pas déposé."

Assurez-vous que tous les éléments obligatoires (champs avec une étoile rouge) sont complétés.

ATTENTION sauvegarder le formulaire ne suffit pas, il faut également télécharger les pièces justificatives et VALIDER la demande.

e. Téléchargement des pièces justificatives.

L'ensemble des pièces peut ou doit être joint. Le dossier ne pourra être validé électroniquement tant que l'ensemble des pièces obligatoires n'a pas été déposé.

Lorsque l'on ne souhaite pas déposer une pièce facultative, il faut cocher la case « déclarer sans objet ».

Pour déposer les pièces justificatives obligatoire, cliquez en haut du formulaire de demande sur le bouton « fournir les justificatifs ».

Accueil > Liste des dispositifs > Prêt de reconstitution de t... > Déposer un dossier > N° 48171

Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles

Étape 4 sur 5
Saisie du formulaire

Étape suivante : dépôt du formulaire

SIRET
N° 13000636400017
ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER FRANCEAGRIMER

SAISIE EN COURS
Crée le 16/01/2025 09:38
N° 48171
Prêt de reconstitution de trésorerie des...
Votre contact pour ce dossier →

Remplir le formulaire Fournir les justificatifs



- Pour déposer une pièce obligatoire, cliquez sur choisir un fichier : exemple justificatif « RIB »

Pièce(s) justificative(s) demandée(s)

Relevé d'Identité Bancaire (RIB)

Relevé d'identité bancaire au nom du demandeur de l'aide ou du mandataire le cas échéant (en cas de procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire, si le RIB du demandeur est fourni, courriel du mandataire confirmant le paiement au demandeur à téléverser dans « autre document »).

Taille maximale : 500 Mo. Formats supportés : pdf, jpg, jpeg, png, bmp.

Choisir un fichier Aucun fichier n'a été sélectionné

Aucune pièce jointe n'a été fournie

Sélectionner la pièce demandée sur votre réseau /ordinateur puis cliquer 2 fois sur le justificatif

Relevé d'Identité Bancaire (RIB)

Relevé d'identité bancaire au nom du demandeur de l'aide ou du r
redressement judiciaire, si le RIB du demandeur est fourni, courriel
dans « autre document »).

Taille maximale : 500 Mo. Formats supportés : pdf, jpg, jpeg, png, bmp.

Choisir un fichier Aucun fichier n'a été sélectionné

Nom de la pièce jointe	Télécharger	Supprimer
------------------------	-------------	-----------

RIB .pdf		
----------	---	---



La pièce est alors enregistrée.

Autre pièces obligatoire dans tous les cas :

Attestation comptable signée

Attestation établie obligatoirement par une Association de Gestion et de Con
comptes identifié en utilisant le modèle-type en annexe de la décision France

Taille maximale : 500 Mo. Formats supportés : bmp, jpg, jpeg, tiff, png, pdf, doc, docx, odt, xls, xlsx, ods.

Choisir des fichiers Aucun fichier n'a été sélectionné

Nom de la pièce jointe	Télécharger	Supprimer
------------------------	-------------	-----------

attestation comptable signe .pdf		
----------------------------------	---	---



Attestation comptable fichier modifiable

Version Excel (tableur) de l'attestation afin de faciliter l'instruction du dossier.

Taille maximale : 500 Mo. Formats supportés : xls, xlsx, ods.

Choisir un fichier Aucun fichier n'a été sélectionné

Nom de la pièce jointe	Télécharger	Supprimer
------------------------	-------------	-----------

attestation fichier modifiable .xlsx		
--------------------------------------	---	---



Calculateur PRETEA

Version Excel (tableur) de l'attestation afin de faciliter l'instruction du dossier.

Taille maximale : 500 Mo. Formats supportés : xls,xlsx, ods. Plusieurs fichiers possibles

Aucun fichier n'a été sélectionné

Nom de la pièce jointe	Télécharger	Supprimer
------------------------	-------------	-----------

calculateur pretea .xlsx



Contrat de Prêt

Document fourni par la banque.

Taille maximale : 500 Mo. Formats supportés : pdf, jpg, jpeg, png, bmp, doc, xls, docx, xlsx. Plusieurs fichiers possibles

Aucun fichier n'a été sélectionné

Nom de la pièce jointe	Télécharger	Supprimer
------------------------	-------------	-----------

Contrat de pret .docx.pdf



Tableau Amortissement du prêt

Document fourni par la banque.

Taille maximale : 500 Mo. Formats supportés : pdf, jpg, jpeg, png, bmp, doc, xls, docx, xlsx. Plusieurs fichiers possibles

Aucun fichier n'a été sélectionné

Nom de la pièce jointe	Télécharger	Supprimer
------------------------	-------------	-----------

jtableau amortissement .pdf



Autres pièces obligatoires selon le profil du demandeur :

Si récent installé/JA :

Nouveaux/Récents installés/JA

Justificatif de la date d'installation (arrêté de recevabilité Jeune Agriculteur ou certificat de conformité, attestation MSA, PE, procès-verbal de l'assemblée générale etc).

Taille maximale : 500 Mo. Formats supportés : pdf, jpg, jpeg, png, bmp. Plusieurs fichiers possibles

Aucun fichier n'a été sélectionné

Nom de la pièce jointe	Télécharger	Supprimer
justif autre document .pdf		

Attestation MSA ou CGSS

Attestation d'affiliation MSA ou à la CGSS de moins d'un an à la date de dépôt de la demande justifiant du statut de chef d'exploitation agricole.

Taille maximale : 500 Mo. Formats supportés : pdf, jpg, jpeg, png, bmp, doc, xls, docx, xlsx. Plusieurs fichiers possibles

Aucun fichier n'a été sélectionné

Nom de la pièce jointe	Télécharger	Supprimer
attestation msa .docx.pdf		

Si Jeune Agriculteur (JA) : Justificatif de l'Age de l'agriculteur

JA

Pour l'éligibilité à la bonification : justificatif de l'âge de l'agriculteur

Taille maximale : 500 Mo. Formats supportés : pdf, jpg, jpeg, png, bmp. Plusieurs fichiers possibles

Aucun fichier n'a été sélectionné

Aucune pièce jointe n'a été fournie

Si entreprise unique :

Diagramme capitalistique

diagramme capitalistique reprenant les pourcentages de détention des sociétés liées et/ou partenaires du demandeur (y compris par l'intermédiaire de personnes physiques) comprenant le SIRET et la raison sociale de chaque société

Taille maximale : 500 Mo. Formats supportés : pdf, jpg, jpeg, png, bmp. Plusieurs fichiers possibles

Aucun fichier n'a été sélectionné

Aucune pièce jointe n'a été fournie

Si procédure collective :

Procédure collective

Uniquement pour les entreprises faisant l'objet d'une procédure de sauvegarde ou de redressement PDF, jpg, jpeg, png, bmp RG 1 O si affichée O judiciaire : téléchargez les arrêts ou PB faisant état de la situation de l'entreprise et du nom du mandataire nommé.

Taille maximale : 500 Mo. Formats supportés : pdf, jpg, jpeg, png, bmp. Plusieurs fichiers possibles

Aucun fichier n'a été sélectionné

Aucune pièce jointe n'a été fournie

Si vous voulez joindre tout autre document justificatifs probants requis notamment dans le cas dans le cas des fusion/absorption/scission d'exploitation (statuts, acte notarié, procès-verbal d'assemblée générale).

Autres documents

Tout autre document jugé utile de porter à la connaissance de l'administration pour la compréhension du dossier (en l'absence de document à transmettre : cochez la case « déclarer sans objet »).

Taille maximale : 500 Mo. Formats supportés : pdf, jpg, jpeg, png, bmp, doc, xls, docx, xlsx. Plusieurs fichiers possibles

Sans objet

Aucun fichier n'a été sélectionné

Aucune pièce jointe n'a été fournie

si non cochez SANS OBJET :

f. Dépôt de la demande

Une fois l'ensemble des pièces téléchargées, 2 options sont proposées :

OPTION 1 : sauvegarder sans valider.

Vous pouvez suspendre votre démarche en sauvegardant votre saisie, vous pourrez revenir sur votre dossier à partir du lien qui se trouve dans le courriel qui vous a été envoyé (cf. page 9)

Cliquez sur sauvegarder



Puis cliquer sur fermer le

Je dois prendre connaissance des conditions générales d'utilisation pour déposer ma demande (CGU) [CGU](#)

Vous revenez sur l'écran d'accueil

L'écran suivant apparaît :

Accueil > Liste des dispositifs > Prêt de reconstitution de t...

Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles



Multi-filière

Ouvert le 13/12/2024 00:00 - Fermera le 30/05/2025 12:00

Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles

Dispositif de prise en charge partielle des intérêts d'emprunts pour les exploitations agricoles justifiant d'une baisse de plus de 20% du chiffre d'affaires (CA) de l'exploitation des agriculteurs en besoin de trésorerie.

En savoir plus Faire une demande →

Xavier Remongin/agriculture.gouv.fr / https://store.agriculture.gouv.fr/ - CGU store.agriculture.gouv.fr - 21/05/2006

Si vous souhaitez poursuivre ultérieurement vous pouvez fermer l'onglet de votre navigateur et reprendre votre dossier en cliquant sur le lien qui vous a été adressé par mail.

Attention, en l'état votre demande n'est pas recevable, il faudra la valider au plus tard le 30/05/2025 à 14h.

OPTION 2 : annuler ou déposer le dossier

- Vous pouvez annuler votre dossier: celui sera définitivement clôturé, aucun retour ne sera possible. Cliquer sur bouton en forme de poubelle en bas du formulaire

i Sauf mention contraire, tous les champs sont obligatoires ×

Je dois prendre connaissance des conditions générales d'utilisation pour déposer ma demande (CGU) [↗](#)

Fermer Sauvegarder Déposer ⌵ 🗑️

Le cas échéant, une confirmation vous sera demandée. Merci de renseigner le motif d'annulation

Fermer x

→ Confirmez-vous l'annulation de votre demande ?

Merci de renseigner le motif d'annulation

Non **Oui, j'annule ma demande**

Une attestation d'annulation vous est adressée par courriel.

- **Vous pouvez déposer définitivement votre demande.**

Celle-ci ne sera alors plus modifiable et sera transmise en l'état à FranceAgriMer. Vous pourrez la consulter à partir du lien qui se trouve dans le courriel d'accusé de dépôt qui vous a été envoyé. Pour pouvoir valider (bouton VALIDER LE DEPOT DU DOSSIER actif), il est impératif d'avoir téléchargé les pièces demandées et valider les Conditions Générales d'Utilisation (CGU) en **cochant la case** « J'ai bien pris connaissance des conditions générales d'utilisation (CGU) et je confirme le dépôt de ma demande. »

Je dois prendre connaissance des conditions générales d'utilisation pour déposer ma demande (CGU) [CGU](#)

Fermer **Sauvegarder** **Déposer**

Cliquez sur Déposer

Fermer x

→ Voulez-vous déposer votre dossier ?

Merci de confirmer le dépôt.

Un courriel confirmant votre dépôt vous sera envoyé, pensez à consulter vos courriers indésirables.

Non **Oui, je dépose mon dossier**

Et cliquer sur « Oui je dépose mon dossier »

g. Accusé de dépôt

Il s'agit du récapitulatif de votre demande de versement de l'aide avec la liste des pièces que vous avez joint.

Un courriel vous a été transmis avec l'accusé de dépôt en pièce jointe.

Vous pouvez consulter votre demande à tout moment à partir du lien qui se trouve dans le courriel.

Accusé de dépôt

Vous avez validé votre demande enregistrée sous le n° de dossier 48171
dans le cadre du dispositif Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles

Celle-ci a été réceptionnée le 20/01/2025 09:07:12 heure locale (Métropole).

Dossier suivi par : FranceAgriMer / GECRI
Contact : gecri@franceagrimer.fr

Vos informations

N° Siret : 13000636400017
Raison sociale : ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L AGRICULTURE ET DE LA MER FRANCEAGRIMER
Adresse : 12 RUE HENRI ROL TANGUY
Code postal : 93100
Commune : MONTREUIL
Nom : [REDACTED]
Prénom : [REDACTED]
Adresse électronique : r [REDACTED]

Contenu de votre dossier de dépôt

Formulaire : Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles
Lien vers le dossier : <https://padcollecte-rec.franceagrimer.fr/padcollecte-usager/#/details-dossier/48171/896?codeIdentification=a90eb34902396997e2da5bdcfb90cf35>

Ci-dessous, la liste des pièces jointes que vous avez déposées :

Justificatif demandé	Fichier joint	Déclaré sans objet	Empreinte numérique ⁽¹⁾
Relevé d'Identité Bancaire (RIB)	RIB .pdfpdf	-	uoWJOY2E61DqrV6Qyk7tYMzUXHwOEHMo sM8p35+JYqs=
Attestation MSA ou CGSS	attestation msa .docx.pdfpdf	-	3rQqbOmn2FT+T9r1ldCRA+sd2d3Y71r7p 8E41n7Je4o=
Attestation comptable signée	attestation comptable signe .pdfpdf	-	RsJk68dc6MJoE4Z/3I4Zi/AzoiP0n5urFph5H wUJ0Qo=
Attestation comptable fichier modifiable	attestation fichier modifiable .xlsxlsx	-	AQ+RISHOtU/8VpZXZKaTZdi/jUHPmLXFliq yTZsXsFxs=
Calculateur PRETEA	calculateur prettea .xlsxlsx	-	AQ+RISHOtU/8VpZXZKaTZdi/jUHPmLXFliq yTZsXsFxs=
Contrat de Prêt	Contrat de pret .docx.pdfpdf	-	G2WkbH1INGzUi9FWic0lBfGUmdfyOC5eC Na+EUsoqe0=
Tableau Amortissement du prêt	jtableau amortissement .pdfpdf	-	cg3BWi++4EVkdehgsjgFJf+igneMESOUrq GnGpcCDrc=
Autres documents	-	Oui	-

De : FranceAgriMer <no-spam@franceagrimer.fr>

Envoyé : lundi 20 janvier 2025 09:07

À : Gecri <gecri@franceagrimer.fr>

Objet : Demande d'aide Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles – Dépôt Dossier 48171

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre demande d'aide déposée le 20/01/2025 à 09:07:12 concernant l'aide Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles.

Veuillez noter que vous pourrez consulter votre dossier à tout moment en cliquant <https://padcollecte-rec.franceagrimer.fr/padcollecte-usager/#/details-dossier/48171/896?codeIdentification=a90eb34902396997e2da5bdcfb90cf35>.

L'équipe gestion de crise de FranceAgriMer



Ce courriel doit impérativement être conservé. Il constitue la preuve de dépôt justifiant que votre demande a été réceptionnée par FranceAgriMer.

Si vous ne l'avez pas reçu, c'est que votre demande n'est pas valide !

Votre demande est terminée, vous pouvez fermer l'onglet de votre navigateur.

III. Instruction de votre dossier

Votre dossier sera instruit par les services déconcentrés du Ministère en charge de l'Agriculture : votre Direction départementale des territoires et de la mer DDT/M (service instructeur) du département du siège du demandeur et/ou l'appui les Directions Régionales de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF).

Les services instructeurs et FranceAgriMer réalisent un contrôle administratif des demandes déposées et se réservent le droit de demander toutes les pièces complémentaires qu'ils jugent utiles au contrôle.

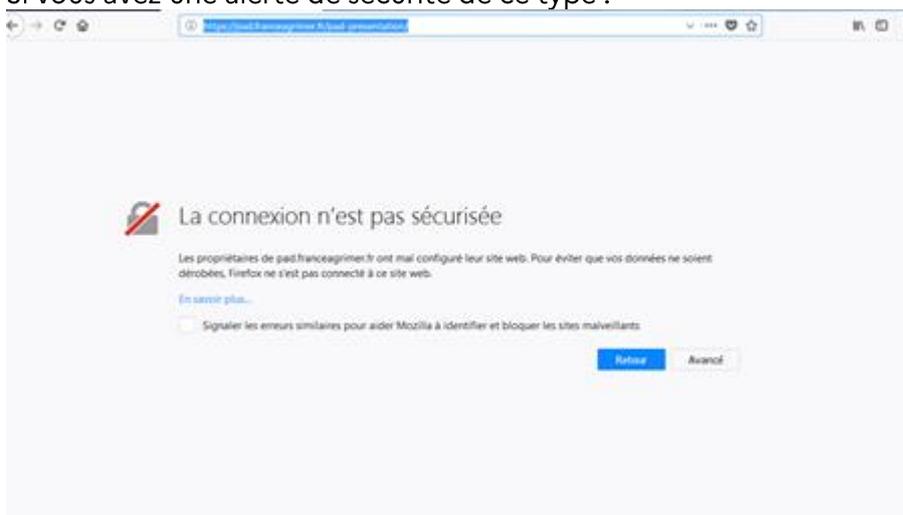
FranceAgriMer, votre DDT/M ou la DRAAF sont susceptibles d'effectuer le contrôle de certains critères directement auprès d'autres administrations ou organismes privés.

En cas de non-respect des critères prévus par la présente décision, la demande est rejetée par une décision de rejet motivée.

IV. Foire aux questions PAD téléservice

1- J'ai un message d'erreur quand je me connecte au site/je n'arrive pas à y accéder.

- Vérifiez l'adresse utilisée
- Mettez à jour votre navigateur internet (Internet Explorer, Firefox/Mozilla, Chrome, etc.)
- Si vous avez une alerte de sécurité de ce type :



- ➔ Vous pouvez poursuivre sur les sites de FranceAgriMer sans crainte : notre certificat a bien été délivré par une autorité de certification officielle et n'a toujours pas officiellement expiré. Cependant, Google et Mozilla ont préféré agréer une nouvelle autorité. Aussi, FranceAgriMer est actuellement en train de déployer son nouveau certificat sur ses sites.
- ➔ Dans cette attente, cliquez sur « avancé » et acceptez FranceAgriMer comme site de confiance.

2- Mon numéro SIRET n'est pas reconnu

Le message « Le numéro SIRET renseigné est invalide » apparaît à la saisie

Vérifier la saisie des numéros, notamment le nombre de zéro et les deux derniers chiffres.
Votre SIRET doit impérativement être enregistré et actif dans le répertoire SIRENE.

Si votre SIRET est fermé ou si vous n'avez pas de SIRET vous ne pouvez pas déposer une demande d'aide.

Si vous avez demandé l'exclusion de la liste de diffusion commerciale, voici la procédure à suivre pour accéder à l'aide :

La demande doit être effectuée via le formulaire électronique accessible sur le site [insee.fr](https://statut-diffusion-sirene.insee.fr/) à l'adresse suivante : <https://statut-diffusion-sirene.insee.fr/> Pour utiliser le formulaire électronique, vous devez vous authentifier via France Connect, à partir d'un de vos comptes existants parmi les suivants : « Impots.gouv.fr », « Ameli.fr », « IDN La Poste », « Mobile Connect et Moi » ou « MSA ». Puis vous accédez à la page de changement de votre statut de diffusion publique, vous devez indiquer votre numéro siren (9 chiffres) et votre date de naissance. Cette procédure électronique permet une mise à jour effective du répertoire Sirene sous 2 jours ouvrés.

Vous pourrez le constater en consultant le répertoire Sirene, via le service proposé par l'Insee sur le site internet www.insee.fr, dans la rubrique "Obtenir un avis de situation au répertoire SIRENE".

3- La raison sociale et/ou l'adresse qui s'affichent ne sont pas bonne.

-Vérifiez que le SIRET saisi est bien le vôtre que le code NIC (les 2 derniers chiffres) est bien le bon.

-Vérifiez éventuellement votre SIRET en saisissant votre SIREN (9 chiffres) sur le répertoire SIRENE de l'INSEE <http://avis-situation-sirene.insee.fr/> ou sur le site de <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>

-Si vous avez bien saisi votre SIRET mais que l'adresse ou la raison sociale n'est pas bonne, il vous appartient faire mettre à jour ces éléments auprès de l'INSEE. Aucune modification n'est possible sur le site de FranceAgriMer. Vous pouvez néanmoins déposer une demande.

4- Je ne connais pas mon SIRET.

Il vous appartient d'être en possession de ces informations obligatoires.

Vous pouvez éventuellement consulter le site <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/> pour chercher votre SIRET

5- Je n'ai pas reçu le courriel d'initiation de la démarche

Vérifiez dans le dossier « courriers indésirables » ou « spam » de votre boîte de réception électronique.
Sinon recommencez la démarche et vérifiez bien la saisie de votre adresse électronique. En effet, une erreur de saisie est souvent à l'origine de la non-réception du courriel

Vérifiez notamment :

- les séparateurs qui peuvent être confondus : . ou - ou _
- la présence de chiffres dans l'adresse
- l'extension .com ou .fr ou autre

Si vous recommencez la démarche, la première demande ne sera pas prise en compte. CF Q11/12

6- Je n'arrive pas à accéder au formulaire en cliquant sur le lien

Cliquez sur le lien dans le courriel. Essayez de changer de navigateur.

De : FranceAgriMer <nc-spam@franceagrimer.fr>

Envoyé : jeudi 16 janvier 2025 09:38

À : GECRI <gecri@franceagrimer.fr>

Objet : Demande d'aide Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles - Initialisation Dossier 48171 NON VALIDÉ

CECI N'EST PAS UNE PREUVE DE DÉPÔT – VOTRE DOSSIER DOIT ENCORE ÊTRE VALIDÉ.

Conservez ce courriel qui comporte le lien d'accès unique vers votre dossier.

Bonjour,

Vous avez initié une demande d'aide dans le cadre du dispositif Prêt de reconstitution de trésorerie des exploitations agricoles pour le compte de l'entreprise « ETABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L AGRICULTURE ET DE LA MER FRANCEAGRIMER » Siret n° « 13000636400017 ».

Votre dossier porte le numéro n° 48171.

ATTENTION, ce courriel ne constitue pas une preuve dépôt.

Pour être recevables et instruites par FranceAgriMer, les demandes doivent être validées après avoir complété tous les champs du formulaire requis et téléversé toutes les pièces requises.

Vous devez valider votre dossier avant la date limite de dépôt :

Les demandes doivent être déposées et validées au plus tard le 30/05/2025.

Après validation votre demande sera au statut "déposé" et ne pourra plus être modifiée et vous recevrez un **accusé de réception**.

Lien d'accès personnel vers votre dossier (A conserver) : <https://padcollecte-rec.franceagrimer.fr/padcollecte-usager/#/details-dossier/48171/896?codeIdentification=a90eb34902396997e2da5bdcfb90cf35>

Adresse de contact : gecri@franceagrimer.fr

L'équipe gestion de crise de FranceAgriMer



Cliquez ensuite sur le bouton ACCEDER AU FORMULAIRE

7- Je n'ai pas reçu le courriel avec l'attestation de dépôt

Vérifiez dans le dossier « courriers indésirables » ou « spam » de votre boîte de réception électronique. Vérifiez à partir du lien se trouvant dans le courriel transmis lors de l'initialisation de la démarche que votre demande est bien validée et pas seulement enregistrée. Sinon, cf. point précédent.

8- Je ne suis pas sûr d'avoir validé ma demande

Vérifiez à partir du lien se trouvant dans le courriel transmis lors de l'initialisation de la démarche que votre demande est bien validée et pas seulement enregistrée.

9- Je n'arrive pas à enregistrer le formulaire

Sur le formulaire, vérifiez que tous les champs marqués d'une étoile rouge sont bien renseignés, que les cases à cocher sont cochées et qu'il n'y a **pas de message d'alerte (rouge) vous informant de votre inéligibilité.**

10- Je n'arrive pas à valider ma demande

- **Vérifiez que les pièces obligatoires sont bien téléchargées** (pièces téléchargées ou case cochée).

D'autres pièces ne sont pas obligatoires pour l'enregistrement mais peuvent être nécessaires à l'éligibilité de votre dossier :

- ➔ *Si vous n'êtes pas concerné par ces deux documents, cochez la case « déclarer sans objet » pour pouvoir valider.*

➤ **Vérifiez que vous avez bien coché la case des CGU :**

Je dois prendre connaissance des conditions générales d'utilisation pour déposer ma demande ([CGU](#)) 

[Fermer](#)  

11- Puis je déposer plusieurs demandes ?

Non, une **seule demande validée est prise en compte**. Si vous souhaitez corriger votre demande cf Q12.

12- Ma demande est validée mais je me suis trompé et je souhaite la corriger

Il n'est pas possible de corriger la demande validée, demandez à FranceAgriMer (gecri@franceagrimer.fr) de vous RETOURNER le dossier pour correction AVANT la date limite de dépôt.

13- Je n'ai pas validé ma demande

Votre demande ne sera pas prise en compte. Il est impératif de valider une demande au plus tard **à la date indiquée dans la décision**.

Cf. Q7 8, 9, 10

14- Contact support aide à la saisie.

Si vous ne trouvez pas les réponses à vos questions dans cette procédure et sur le site de FranceAgriMer vous pouvez contacter FranceAgriMer par courriel en décrivant précisément votre problème ou le blocage rencontré afin qu'une solution précise vous soit apportée.

gecri@franceagrimer.fr

15- Je souhaite vérifier que vous avez bien reçu ma demande et mes documents.

Un accusé de dépôt est envoyé sur votre adresse mail. Aucune autre confirmation ne sera faite. Si vous n'avez pas reçu cet accusé, voir Q7.

V. Contact

FranceAgriMer : gecri@franceagrimer.fr

Consultez la FAQ en ligne sur le site de FranceAgriMer